

LE SOCIALISME

Le 7 décembre 2023

Ils sont tous hypocrites et menteurs.

Le fait de ne pas vous présenter des articles bien carrés, où apparemment il n'y a rien à redire, où on vous a mâché littéralement le boulot, de sorte que vous n'avez même pas besoin de réfléchir, présente bien des avantages.

Si on vous demandait ce que vous en pensiez, si vous étiez d'accord avec ce que vous aviez lu, sans doute que vous répondriez : non, cela me convient, et bien avec les articles que j'utilise pour aborder l'actualité sociale et politique, c'est inconcevable. Car, il sera extrêmement rare d'en trouver un où il n'y aura pas au moins un truc qui cloche. Le sachant, il va falloir lire très attentivement pour détecter où se trouve l'embrouille.

Dans les médias mainstream, elle est volontaire dans 90% des cas ou plus, moins dans les médias dits alternatifs et les blogs personnels dits de gauche qui sont idéologiquement sous influence plus ou moins consciemment, idem pour les organisations du mouvement ouvrier. Evidemment, quand ils en ont pris conscience, s'ils ne se corrigent pas, ils rejoignent les 90% précédemment évoqués.

Je me sers des supports que je trouve sur le Net, et ce qu'ils sont ou ce qu'ils font ne m'intéresse pas spécialement, je le sais, cela me suffit. Lorsque je critique les articles qu'ils signent et publient, j'ai le même état d'esprit que lorsque j'utilisais en classe les manuels scolaires fournis par l'établissement scolaire qui m'employait. J'en fais un usage strictement utilitaire, professionnel si vous voulez, c'est un grand mot, parce que je n'ai rien à voir avec ce genre de média ou organisation, je continue de me situer strictement dans le mouvement ouvrier, ma famille. Vous comprendrez plus loin pourquoi j'ai tenu à vous apporter ces précisions.

De quoi est porteur la peste du libertarisme ?

Le secrétaire général de l'OTAN se moque des Ukrainiens

https://original.antiwar.com/ted_snider/2023/11/29/nato-chief-puts-hypocrisy-on-full-display/

Deux versions qui se contredisent dans le même document.

1- C'est la Russie qui est responsable de cette guerre en Ukraine.

- *"La Russie a plongé l'Ukraine dans la tragédie ; les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs alliés de l'OTAN ont accentué et aggravé cette tragédie."*

2- C'est l'OTAN en menaçant la sécurité de la Russie qui est responsable de cette guerre.

- Stoltenberg sait que cette guerre n'est pas menée parce que la Russie voulait conquérir d'autres territoires ; Stoltenberg sait que cette guerre est menée parce que la Russie voulait défendre son territoire. Cette guerre n'a pas eu lieu parce que la Russie représentait une menace pour le territoire de l'OTAN, mais parce que l'OTAN représentait une menace pour le territoire russe. Comment savons-nous que Stoltenberg le sait ? Parce qu'il l'a dit.

Poutine "avait envoyé un projet de traité et il voulait que l'OTAN le signe afin d'assurer qu'il n'y aurait plus d'élargissement de l'OTAN", a déclaré Stoltenberg le 7 septembre 2023. "C'était une condition préalable pour ne pas envahir l'Ukraine ». Stoltenberg a ajouté : "Lorsque nous n'avons pas signé cela... il est entré en guerre pour empêcher l'OTAN, plus d'OTAN, de s'approcher de ses frontières".

"Le président Poutine, a conclu Stoltenberg, a envahi un pays européen pour empêcher plus d'OTAN.»

Stoltenberg a déclaré publiquement qu'il était conscient que cette guerre avait été menée non pas pour des raisons liées à la sécurité des États-Unis ou de l'OTAN, mais pour des raisons liées à la sécurité de la Russie.

En prime on a le droit à une énorme confusion qui n'en est peut-être pas une.

- Stoltenberg passe du "droit international" à l'"ordre fondé sur des règles" parce qu'il ne peut pas défendre son opinion sur le premier point sans faire preuve d'hypocrisie manifeste. Le droit international s'applique de la même manière à tout le monde. Or, les États-Unis ou l'OTAN ont souvent envahi d'autres pays par la force sans respecter les frontières territoriales : Panama, Grenade, Libye, Kosovo, Irak et Syrie. Avant l'Ukraine, la Russie moderne n'avait rien fait de tout cela. Mais en se référant à l'ordre fondé sur des règles plutôt qu'au droit international, Stoltenberg peut tranquillement affirmer que la Russie viole les règles tandis que les États-Unis et l'OTAN ne le font pas. De fait, ces règles sont élaborées sur mesure, si bien que les États-Unis les respectent toujours et que la Russie en est systématiquement exclue. Dans le cadre de cet ordre fondé sur des règles, mais écrit nulle part, les règles s'appliquent lorsqu'elles profitent aux États-Unis. En revanche, ils en sont exemptés quand les règles ne leur conviennent pas.

Le soutien des États-Unis et de l'OTAN à l'Ukraine peut s'expliquer par l'insistance de Washington à faire respecter le système fondé sur des règles. Mais en aucun cas, les États-Unis ne font respecter le droit international.

J-C - Ce ne sont pas "les États-Unis (qui) ne font (pas) respecter le droit international", ce sont eux qui ne le respectent pas depuis la création de l'ONU en 1945. On devrait plutôt dire que l'"ordre fondé sur des règles", tel que le conçoivent les États-Unis, correspond justement à leur interprétation ou à leur conception du "droit international" depuis 1945, mais ce n'est pas ce qui est dit dans cet article. Pourquoi affirmer qu'en principe le "droit international s'applique de la même manière à tout le monde", quand on sait que cela n'a jamais été le cas, Israël l'illustre à merveille depuis 1947.

Le « droit international » a été conçu dans l'unique but de neutraliser tous les États, sauf un et ses alliés au cas par cas, les États-Unis. Tous les États sont priés de s'y soumettre, sauf eux, ce

qui signifiait bien que leur conception du droit était guidée uniquement pas leurs intérêts. Et l'ordre dont ils se réclament reposent exclusivement sur ce principe, et quand ils l'imposent à d'autres Etats, c'est pour leur signifier que les intérêts des Etats-Unis sont privilégiés ou prioritaires par rapport aux leurs qu'ils doivent être prêts à sacrifier si les Américains l'exigent.

On aura compris que le caractère coercitif de l'un ou de l'autre, du « *droit international* » ou de « *l'ordre fondé sur des règles* » ne s'applique finalement jamais aux Etats-Unis qui dictent leur loi au monde entier.

Une question se pose alors, pourquoi faire croire que l'un s'opposerait à l'autre, sinon pour nous ramener toujours dans les bras des institutions fondées par le capital, qui devraient décider du destin des peuples à leur place, perpétuer l'ordre mondial capitaliste.

Source originale : Antiwar - Traduit de l'anglais par GL pour Investig'Action

Ted Snider est un chroniqueur régulier sur la politique étrangère et l'histoire des États-Unis pour Antiwar.com et *The Libertarian Institute*. Il contribue également fréquemment à Responsible Statecraft et à The American Conservative, ainsi qu'à d'autres publications.

Tiens donc, *The Libertarian Institute*, ceci explique cela.

Décidément les libertariens parviennent à s'infiltrer partout, après le blog Réseau International, le Réseau Voltaire, Investig'Action, et bien d'autres que j'ignore.

<https://investigation.net/le-secretaire-general-de-lotan-se-moque-des-ukrainiens/>

Une autre posture de maître à laquais.

Un cessez-le-feu maintenant, ou le chaos demain - 4 décembre 2023

<https://investigation.net/un-cessez-le-feu-maintenant-ou-le-chaos-demain/>

- Le Hamas n'est que le résultat de ce chaos. Ce que les Arabes et les musulmans craignent davantage qu'Israël, c'est l'émergence de mouvements encore plus extrémistes, qu'ils soient issus d'une religion ou d'un lieu quelconque.

Le principal problème est l'occupation, le meurtre et le déplacement forcé de personnes hors de leurs terres, l'injustice et la partialité aveugle des politiciens irresponsables des États-Unis qui se moquent de la planète en train de mourir et des défis sans précédent pour les générations futures. Le silence sur les crimes actuels et le fait de ne pas appeler à un cessez-le-feu immédiat nous mèneront à un chaos incontrôlable.

Il faut exiger un cessez-le-feu immédiat et laisser l'espace et le pouvoir aux organisations internationales à but non lucratif pour réparer ce qui peut l'être. Sinon, nous deviendrons tous les otages d'idées religieuses extrémistes qui nous ramèneront à la Préhistoire.

J-C - On sent poindre derrière ces lignes le petit bourgeois à l'idée qu'il devrait à son tour un jour se retrouver en présence d'un dilemme impitoyable qui ébranle sa bonne conscience, se soumettre par lâcheté ou se résoudre à prendre les armes pour défendre ses intérêts légitimes, son honneur, sa dignité, son idéal de justice sociale.

Il faut à ce bon samaritain un bouc émissaire, ce sera le Hamas. Quelle branche du Hamas, il s'en tape, il a jeté son dévolu sur le Hamas qui incarne à ses yeux la fois Satan et la violence qu'il réprouve, parce qu'il la craint par-dessus tout. Car en plus d'être un couard, c'est un pacifiste, sauf que ce qu'il ignore, c'est qu'être pacifiste en temps de guerre, c'est trahir la cause qu'on prétend soutenir, c'est offrir la victoire et la paix à ceux qui la revendiquent, c'est-à-dire, les faiseurs de guerre.

La lutte des classes s'étend de l'atelier ou champ avant de gagner le champ de bataille, où les ennemis s'affronteront dans un combat à mort pour le pouvoir, car c'est bien ce qui est en jeu dans la guerre que mènent les Palestiniens contre l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, au nom des exploités et des opprimés du monde entier. Leurs ennemis ne s'y sont pas trompés, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils les massacrent et réduisent en cendres tout sur leur passage, de manière à ce qu'ils ne puissent jamais se relever de ce désastre ou pas de sitôt, car on ne meurt jamais tout à fait ou on renaît toujours, quand on est attaché à la terre qui a forgé notre identité.

Notre curé de circonstance a été jusqu'à prétendre à demi-mot, qu'il valait encore mieux céder à son ennemi, quand bien même il vous infligerait les pires traitements inhumains, plutôt que lui résister les armes à la main et prendre le risque insensé de l'indisposer et de provoquer son courroux, sachant qu'il en profiterait pour déclencher de féroces représailles, ce qui était aussi inutile que préjudiciable, condamnable en un mot.

Un bon esclave qui souhaite voir élargie sa condition, devrait se passer de se révolter ou d'user de violence envers son maître après Dieu. Il doit bien se garder de provoquer sa colère, car sa vengeance sera terrible, cruelle, et lui fera regretter d'avoir cédé à la violence, qui paraît-il ne règle aucun différent, mais à laquelle ceux qui disposent de la force n'hésitent pas à recourir pour châtier ceux qui ont osé défier leur autorité ou leur pouvoir, au point que ceux qui en ont disposé en ont usé et abusé tout au long de l'histoire.

L'exercice de la violence serait réservé exclusivement à ceux qui détiennent le pouvoir, en aucun cas le peuple ne devrait le revendiquer ou en faire usage.

Comme quoi elle est efficace dans certaines circonstances. Par conséquent, on ne voit pas pourquoi la légitimité de son emploi échoirait forcément à ceux qui font les lois, d'autant plus qu'ils doivent de conserver leur pouvoir ou domination de classe exclusivement à l'usage qu'ils en font sur le peuple, dès lors si le peuple décidait de mettre un terme à l'exploitation et à l'oppression, il n'aurait pas à justifier le recours à la violence pour y parvenir.

Il va de soi que, seuls ceux qui sont engagés dans le combat pour en finir avec l'exploitation et l'oppression, adopteront cette position, les autres la condamneront.

La déconstruction d'un "autre récit".

Loi immigration, à quoi joue Gerald Darmanin ? - 6 décembre 2023

<https://investigation.net/loi-immigration-a-quoi-joue-gerald-darmanin/>

- Pour traiter du sujet en préambule des débats en commission qui se déroulaient à partir du 26 novembre, le journal *Libération* reprenait les voix de la droite et de l'extrême droite, commençant son article en accusant la gauche, « de laxisme et d'angélisme » à propos de l'immigration. Est-ce une réalité, une affirmation répétée inlassablement par la droite et l'extrême droite ou une focalisation de la part de nombreux médias ? *Libération* dans son article assure, via la député communiste Elsa Faucillon, que la gauche « *va développer un autre récit sur l'immigration* » ! Pourtant cet autre récit n'a malheureusement aucun espace dans la grande majorité des médias où les personnes touchées par cette loi n'ont pratiquement jamais la parole, à peine un peu plus de temps de parole pour les organisations défendant les « *migrants* » et les associations de défense des droits humains.

J-C - On nous dit que *Libération* représentait ou "*reprenait les voix de la droite et de l'extrême droite*" et reprochait à "*la gauche*" de faire preuve « *de laxisme et d'angélisme* », et de citer le député dit communiste Elsa Faucillon, qui s'engage à expier son péché en déclarant qu'il « *va développer un autre récit sur l'immigration* », ce qui signifie que cet "*autre récit*" sera compatible pour ne pas dire identique avec celui de la droite et l'extrême droite ou *Libération*.

A quoi rime la réaction de ce média qui se prétend indépendant, quand il regrette que cet "*autre récit*" n'ait "*aucun espace dans la grande majorité des médias*", sinon qu'il n'a pas tenu compte de la signification politique de la déclaration de son auteur était on ne peut plus claire.

Dès lors se pose une autre question, pourquoi ? Parce qu'il s'agit de continuer à instrumentaliser ce qu'ils appellent "*les migrants*" qui se déversent sur l'Europe, plutôt que mettre en lumière que les autorités participent directement à cette opération qui relève de la stratégie du chaos pour diviser les peuples, et désigner un bouc émissaire responsable de leurs difficultés, l'immigré. Cela permettra d'alimenter le discours de l'extrême droite, vers laquelle les masses seront invitées à se porter, plutôt que de concentrer leurs coups sur Macron et son régime.

On fera remarquer que ceux qui se posent en défenseurs des « *migrants* », sont les mêmes qui refusent de rompre avec le capitalisme, et qui s'en remettent à ses institutions pour régler les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés, plutôt que d'adopter le socialisme.

Comment on vous suggère de ne pas soutenir la cause palestinienne corrompue par le Hamas.

Le Qatar, les Frères musulmans, le Hamas et Israël par Thierry Meyssan

<https://www.voltairenet.org/article220094.html>

- Contrairement à la manière dont on présente le Qatar, l'émirat n'est pas un négociateur neutre dans l'affaire des otages de l'opération Déluge d'Al-Aqsa. Une bévée de sa ministre, Lolwah Al-Khater, venue suivre les négociations à Tel-Aviv, montre, au contraire, que Doha exerce une autorité sur le Hamas. Les nouveaux membres du cabinet de guerre israélien ont découvert avec surprise que le Qatar avait participé au complot de Benjamin Netanyahu pour préparer l'attaque contre Israël, le 7 octobre 2023.

- ...si le Qatar a la possibilité de donner des ordres au Hamas, il ne peut masquer plus longtemps sa responsabilité dans l'attaque du 7 octobre.

J-C - Mais qu'est-ce que ça peut foutre, puisqu'il nous explique qu'ils ont fait le coup ensemble pour ainsi dire, sous "*faux drapeau*".

- Lorsque l'Arabie saoudite a définitivement rompu avec la Confrérie, en 2014, le Qatar l'a spontanément remplacé. Sans disposer des mêmes moyens que son puissant voisin, l'émirat en est devenu le grand argentier avec l'approbation des États-Unis. En 2018, c'est le Qatar qui prend en charge les salaires des fonctionnaires du Hamas à Gaza. Avec l'accord de Benjamin Netanyahu, son ambassadeur s'y rend avec des valises pleines de 15 millions de dollars en petites coupures. L'opération sera renouvelée chaque mois.

En 2022, le président états-unien, Joe Biden, élève le Qatar au rang d'Allié majeur hors-Otan ; un honneur réservé à une dizaine de pays dans le monde.

La bévée de Lolwah Al-Khater atteste que le Qatar est plus que cela. Il exerce une autorité sur la stratégie politique et militaire du Hamas.

J-C – J'ai déjà répondu dans un commentaire qui figurait dans la causerie d'hier :

- A quel jeu jouez-vous depuis quelque temps en assimilant tour à tour la branche palestinienne du Hamas aux autres branches du Hamas ou au Hamas en général, ou aux Frères musulmans, et pour finir au Qatar, selon les jours ou comme cela vous arrange apparemment.

Le dernier truc en date que vous avez sorti n'est pas mal non plus. Vous avez suggéré que ce serait le Hamas qui aurait informé certains investisseurs de la date de leur attaque d'Israël. Question : Pourquoi pas le Qatar ou des membres des autorités israéliennes ou tout simplement les Américains qui avaient été au courant de la date de cette attaque comme vous l'avez suggéré vous-même, en signalant que la sécurité le long de la bande de Gaza avait été allégée la veille, le 6 octobre ?

Vous feriez tout pour décrédibiliser le Hamas et servir les intérêts des sionistes, que vous ne vous y prendriez pas autrement, semble-t-il.

Je vais vous dire un truc que vous ne pourrez sans doute pas comprendre, peu importe.

Les Palestiniens n'en ont rien à foutre de savoir qui est derrière le Hamas, qui le finance, qui parle en son nom, la seule chose qui compte pour eux, c'est que c'est la seule organisation qui leur a permis de se soulever les armes à la main pour tenter de desserrer l'étau du blocus qui les étouffent depuis 17 ans au prix de terribles sacrifices qu'ils assument, quel modèle de dignité, n'est-ce pas, ce n'est pas donné à tout le monde assurément.

Vous racontez de plus en plus n'importe quoi dans vos articles, dans lesquels j'ai repéré des arguments contradictoires qui m'ont stupéfiés, par exemple, lorsque vous avez évoqué les tunnels sous Gaza, mais pas ceux avec l'Égypte par où tout le matériel et les armes passaient, vous ignorez que la bande de Gaza est sablonneuse et facile à creuser, qu'elle est toujours en travaux et que se procurer du matériel de construction ou le détourner était un jeu d'enfants, idem pour l'aménagement des tunnels. Des secrets de polichinelles, y compris l'emplacement de leurs entrées situées sous les habitations, d'où le tapis de bombes pour les atteindre plutôt qu'envoyer des fantassins se faire massacrer par la résistance palestinienne. Quel mystère !

Bref j'ai été scandalisé par la désinvolture avec laquelle vous avez traité ce sujet dramatique. Ce que je retiens, c'est que vous vous êtes employés à fournir des arguments aux ennemis des Palestiniens, qui identifient le Hamas aux Palestiniens pour mieux justifier leur massacre, ce qui est inexcusable. Je crois que votre haine envers le Hamas vous a aveuglé. Fin de l'extrait.

En résumé : La branche palestinienne du Hamas = Le Hamas = La Confrérie des Frères musulmans = Le Qatar = Israël et les États-Unis, dès lors le peuple palestinien qui se reconnaît majoritairement dans la branche palestinienne du Hamas, ne mérite pas qu'on se mobilise pour lui.

L'article de Meyssan posait d'autres questions que je n'ai plus le temps d'aborder maintenant.

Gaza : Tshahal intensifie son offensive, l'inaction internationale jugée «honteuse» par le Qatar - AFP/RT 5 déc. 2023

L'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, a jugé ce 5 décembre «honteuse» l'inaction de la communauté internationale face à la poursuite de la guerre entre Israël et le Hamas à Gaza.

«Il est honteux pour la communauté internationale de laisser ce crime odieux se poursuivre depuis près de deux mois, avec des massacres systématiques et délibérés de civils innocents, notamment des femmes et des enfants», a-t-il déclaré à l'ouverture du sommet du Conseil de coopération du Golfe à Doha. AFP/RT 5 déc. 2023

Emir du Qatar : "la question de Gaza n'est ni distincte ni une question de sécurité israélienne" - aa.com.tr 05.12.2023

Le prince Cheikh Tamim ben Hamad al Thani a déclaré dans un discours prononcé à l'ouverture du Sommet du Golfe que la solution consiste à mettre fin à l'occupation et à résoudre la question du peuple palestinien.

C'est ce qui ressort de son discours prononcé en marge de l'ouverture de la 44e session du Sommet du Golfe, à Doha, en présence des dirigeants et de leurs représentants au Conseil de coopération du Golfe. aa.com.tr 05.12.2023

Mes commentaires dans différents médias ou blogs.

1- Cela dépasse l'entendement chez ceux qui avaient des illusions dans le régime en place uniquement.

Car dans un angélisme déconcertant, on semble oublier que le conservatisme, le libéralisme, l'ultra libéralisme, le néoconservatisme, le néolibéralisme, le libertarianisme (de droite ou de gauche), la droite, le centrisme (de droite comme de gauche), le centre droit, l'extrême centre, l'extrême droite, l'ultra droite, le réformisme, la social-démocratie et toutes ses versions jusqu'au social-libéralisme libertaire, le fascisme, le nazisme, ne sont que les principales variantes d'une seule et unique idéologie de droite.

Par conséquent il n'y a pas à s'étonner lorsque l'une d'entre elle au pouvoir emprunte à ses voisines du même camp des éléments idéologiques.

Pour ne pas se perdre, se tromper ou faire preuve d'opportunisme, il faut avoir à l'esprit en permanence ce que signifie cette idéologie, sur quoi elle repose. C'est très simple en réalité. Voilà qui le résume très bien en quelques mots, et dire que c'est sur Google !

Quelle est l'idéologie de la droite ?

La droite prône les valeurs de liberté, de libéralisme économique (liberté d'entreprendre), de propriété privée, d'identité nationale, d'ordre, de sécurité, d'autorité, de justice (pénale), ou de non-intervention de l'État dans l'économie.

Je résume, la liberté est accordée aux exploités, afin qu'ils formatent la société en fonction de leurs propres intérêts qui se confondent avec le capitalisme. Donc tous ceux qui refusent d'abolir l'exploitation ou le capitalisme sont de droite, cela fait beaucoup de monde et déborde largement sur la gauche, c'est un euphémisme !

Après il y avait une autre définition toute aussi admirable par sa clarté et sa signification politique, que je ne résiste pas à la tentation de vous la soumettre.

Quelle est l'idéologie dominante ?

(...) Une idéologie dominante est diffuse et omniprésente, mais généralement invisible pour celle ou celui qui la partage, du fait même que cette idéologie fonde la façon de voir le monde.

Cela signifie que des moyens fallacieux ou malhonnêtes sont délibérément employés à cet effet, et que ceux qui en sont victimes y adhèrent malgré eux. C'est le rôle dévolu notamment aux médias mainstream, aux instituts de sondages...

2- Des dictatures militaires, des présidents à vie, des pays qui croulent sous la corruption et les affaires...

Dites, les dictatures militaires sont bien celles qui ont armé les régimes nazis ukrainiens et sionistes.

Quant aux présidents, aux États-Unis et dans sa colonie européenne, ils bénéficient d'un système équivalent de type héréditaire comme dans les monarchies du Golfe ou ailleurs, puisque quelle que soit leur étiquette politique ils poursuivent la même politique depuis un siècle déjà.

Et ne parlons pas de la corruption qui est inséparable des pays les plus riches, qui à la solde des gangsters de la finance ont créé les paradis fiscaux, entre autres.

3- Israël est une colonie anglo-saxonne sioniste, cet Etat autoproclamé et illégitime incarne le colonialisme qui s'est étendu sur tous les continents sous le capitalisme et qui a permis aux puissances impérialistes occidentales de piller les matières premières dans le monde entier, d'exercer leur hégémonie sur le reste du monde depuis près de 2 siècles.

Pourquoi cela devrait-il prendre fin ? Tel est le message.

Lutter pour le démantèlement de cette colonie sans combattre également pour en finir avec le capitalisme qui en est à l'origine et qui la maintient en vie, cela revient à refuser de se donner les moyens d'atteindre le but qu'on s'est fixé, c'est stupide ou c'est agir par ignorance ou en pur opportunisme.

A lire.

Clap de fin pour le Tribunal spécial sur le Liban ou Tribunal Hariri : Requiem pour une escroquerie politique, une imposture judiciaire, une forfaiture morale

Le Tribunal Spécial sur le Liban devrait fermer ses portes fin 2023 dans l'indifférence quasi générale de l'opinion occidentale, boudé par ses contributeurs, en état de quasi faillite financière, tournant une page honteuse des annales de la justice internationale, infligeant en même temps une scarification morale à ses promoteurs principalement la France et les États-Unis.

Le procès des assassins présumés de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri a constitué par excellence un procès politique sous habillage juridique.

Émaillé de nombreux incidents, ce procès qui se voulait exemplaire a débouché en fait sur une parodie de justice, une escroquerie politique, une imposture judiciaire, une forfaiture morale.

<https://www.madaniya.info/2023/12/05/clap-de-fin-pour-le-tribunal-special-sur-le-liban-ou-tribunal-hariri-requiem-pour-une-escroquerie-politique-une-imposture-judiciaire-une-forfaiture-morale/>

L’holodomor, une falsification de l’histoire à l’ère de la propagande occidentale

L’holodomor, en tant que falsification et déformation de l’histoire, est un cas d’école. C’est un exemple parfait de réécriture de l’histoire en fonction des intérêts politiques du moment. On impose une thèse à grand renfort d’argent. On finance les chercheurs, on rétribue leurs conférences, on favorise leurs promotions. On publie des tas de livres et d’articles sur le sujet. On fournit les bibliothèques universitaires en ouvrages qui défendent cette thèse, et on prend soin de rendre difficiles à trouver les ouvrages qui défendent la thèse opposée. On l’enseigne dans les établissements scolaires et universitaires comme étant la vérité historique. Puis on fait reconnaître officiellement cette famine par un maximum de pays comme étant un génocide. On laisse s’imprimer cette version fausse de l’histoire dans la psyché collective. On l’évoque de temps en temps en en parlant comme de quelque chose d’évident et de connu. L’endoctrinement est tellement puissant que tout le monde y croit, même ceux qui s’estiment indépendants d’esprit et critiques des thèses officielles. Personne n’ose la remettre en question de peur d’être marginalisé ou de peur d’essayer des admonestations indignées. Voilà comment une thèse révisionniste devient officielle. Il suffit d’en faire, par inversion, une thèse dominante. Ne dit-on pas que l’histoire est écrite par les vainqueurs ? Les vainqueurs de la Guerre froide pouvaient tout se permettre, comme de s’attribuer la victoire contre le nazisme, comme de mettre sur le dos des Russes tout ce qui a été fait par le régime stalinien, comme d’inventer un génocide contre le peuple ukrainien alors que le pouvoir soviétique a favorisé l’identité ukrainienne. Je me demande ce qu’en penserait Khrouchtchev, lui qui a participé activement à la collectivisation, et donc à l’«*holodomor*», et qui, quand il est arrivé au sommet du pouvoir, a libéré des milliers de prisonniers politiques ukrainiens au nom de la déstalinisation et a donné la Crimée à la RSS d’Ukraine.

Peu importe la vérité historique, ce qui compte c’est de formater l’opinion publique occidentale en la conditionnant à percevoir les Ukrainiens³ comme un peuple martyr victime du joug russe. On connaît la suite.

<https://reseauinternational.net/lholodomor-une-falsification-de-lhistoire-a-lere-de-la-propagande-occidentale/>

Un épisode méconnu de l’Histoire polonaise

Cachez ce pacte que je ne saurais voir !

Nous sommes en janvier 1934 : Pacte de non-agression entre la Pologne et l’Allemagne

Par Mendelssohn Moses

Michael J. Carley est un spécialiste des relations internationales au XXe siècle et de l’histoire de la Russie et de l’Union soviétique. Ses intérêts de recherche sont axés sur les relations de l’Union soviétique avec l’Europe occidentale et les États-Unis entre 1917 et 1945. Il est l’auteur jusqu’ici de quatre livres et d’une centaine d’articles et d’essais sur l’intervention française dans la guerre civile russe (1917-1921), sur les relations soviétiques avec les Grandes Puissances entre les deux guerres mondiales, sur les questions de «*l’appeasement*», les origines et la conduite de la Seconde Guerre mondiale et sur des questions d’actualité. Ses

travaux sont publiés au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Russie et ailleurs et sont traduits dans une douzaine de langues.

<https://reseauinternational.net/un-episode-meconnu-de-lhistoire-polonaise/>

Quand le droit d'Israël à exister "*est et reste*" une "*raison d'État*" qui devient universel.

L'État allemand exige le soutien d'Israël dans les demandes de naturalisation - The Jerusalem Post 7 décembre 2023

Dans son décret, la Saxe-Anhalt demande également aux agents de naturalisation d'être à l'affût des attitudes antisémites et antidémocratiques des demandeurs.

La reconnaissance du droit à l'existence d'Israël est désormais obligatoire pour ceux qui souhaitent devenir citoyens allemands dans l'ancien État est-allemand de Saxe-Anhalt.

Les candidats vivant dans cet État devront confirmer par écrit "*qu'ils reconnaissent le droit à l'existence d'Israël et condamnent toute action dirigée contre l'existence de l'État d'Israël*". La ministre de l'intérieur de Saxe-Anhalt, Tamara Zieschang, membre du parti de centre-droit Christian Democratic Union, a déclaré mardi que la règle était entrée en vigueur à la fin du mois de novembre.

Dans son décret, qui aurait été communiqué en interne à la fin du mois de novembre, la Saxe-Anhalt demande également aux agents de naturalisation d'être à l'affût de toute attitude antisémite ou antidémocratique parmi les candidats à la naturalisation.

Certains défenseurs d'Israël célèbrent encore la nouvelle loi de l'État.

"*Je pense que c'est extraordinaire, et c'est quelque chose que j'attendrais de chaque État*", a déclaré Sacha Stawski, président et fondateur de l'initiative pro-israélienne Honestly Concerned, basée à Francfort. Bien qu'il existe des motifs légaux pour refuser la citoyenneté, "*l'Allemagne a été extrêmement indulgente dans tous les États concernant cette question*", a-t-il ajouté. "*Nous n'avons plus besoin d'antisémites dans ce pays, nous n'en avons vraiment plus besoin.*"

Selon les médias, M. Zieschang a exprimé sa solidarité avec Israël immédiatement après l'attaque du Hamas. Faisant écho aux propos de l'ancienne chancelière Angela Merkel dans son discours historique devant le parlement israélien en mars 2008, elle a déclaré que le droit d'Israël à exister "*est et reste*" une "*raison d'État*", c'est-à-dire un principe essentiel de l'État allemand. The Jerusalem Post 7 décembre 2023

Le maccarthysme s'étend du communisme à l'antisionisme.

Deux projets de loi dangereux au Congrès visent la solidarité avec la Palestine Par Mitchell Plitnick 6 décembre 2023

La Chambre des représentants a adopté un projet de loi controversé assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme, ce qui constitue un dangereux précédent. Les législateurs pro-israéliens ont rapidement suivi avec un projet de loi visant à établir une commission du Congrès pour la solidarité avec la Palestine.

Mardi, la Chambre des représentants a adopté un projet de loi controversé assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme et jetant les bases d'autres lois qui pourraient qualifier de crimes les protestations et manifestations en faveur de la Palestine. L'adoption de ce projet de loi a suscité l'indignation des partisans de la Palestine et de la liberté d'expression.

Un autre projet de loi a été introduit plus discrètement et a immédiatement démontré les dangers du premier. Les deux projets de loi méritent d'être examinés de près. Pris ensemble, ils promettent de rendre beaucoup plus difficile le soutien aux Palestiniens assiégés par Israël.

http://www.luttedeclassé.org/dossier_2023/USA_sionisme.pdf

Face à l'immense majorité de la jeunesse américaine qui soutient les Palestiniens, ils recourent aux menaces et à la terreur pour tenter de lui interdire de s'exprimer librement.

Guerre Hamas-Israël : La présidente de Harvard critiquée après une audition sur l'antisémitisme - 20 Minutes/ AFP 07/12/23

Les grandes universités américaines doivent jouer les équilibristes entre les lois sur la liberté d'expression et les nombreux débordements en marge du conflit au Proche-Orient

Faut-il sanctionner les étudiants pro-Hamas sur les campus américains ? La présidente de la prestigieuse université américaine de Harvard, Claudine Gay, s'est retrouvée sous le feu des critiques et fait face à des appels à sa démission après une audition parlementaire consacrée à l'antisémitisme sur les campus universitaires.

Ce n'est pas la première fois que Claudine Gay et son établissement sont au centre d'une controverse : le conflit entre Israël et le Hamas déchaîne les passions dans plusieurs des universités les plus renommées des Etats-Unis, et Harvard en particulier a été sommée par des donateurs de condamner clairement des groupes d'étudiants pro-palestiniens.

Mardi, Claudine Gay et deux autres présidentes d'université ont été auditionnées à ce sujet par une commission parlementaire dont l'objectif affiché était de leur « faire rendre des comptes » après « *d'innombrables manifestations antisémites* ».

L'élue républicaine Elise Stefanik a assimilé les appels de la part de certains étudiants à l'« intifada » – terme arabe signifiant « *soulèvement* » et renvoyant notamment à la première révolte palestinienne de 1987 contre l'occupant israélien – à une exhortation à un « *génocide contre les juifs en Israël et dans le monde* ». Elle a exigé de Mme Gay qu'elle dise si ce type de slogan était contraire au code de conduite de Harvard.

« Nous souscrivons à un engagement en faveur de la liberté d'expression, même d'opinions répréhensibles, insultantes, haineuses », a répondu Claudine Gay. « Quand le discours se transforme en comportement qui viole nos politiques, y compris contre le harcèlement ou l'intimidation, nous prenons des mesures ».

Un argumentaire qui n'a pas été du goût de Elise Stefanik, qui a réclamé que la présidente démissionne « immédiatement ».

L'éditorialiste et chercheur Shadi Hamid a lui aussi jugé la réponse de la responsable « gênante », mais « parce qu'elle a accepté le postulat de Stefanik selon lequel dire intifada équivaut à appeler au génocide, ce qui est ridicule ».

Claudine Gay a été contrainte mercredi de préciser ses propos dans un court communiqué. « Certains ont confondu le droit à la libre expression avec l'idée que Harvard cautionnerait les appels à la violence contre les étudiants juifs. Je veux être claire : les appels à la violence ou au génocide contre la communauté juive, ou tout autre groupe ethnique ou religieux, sont ignobles », a-t-elle dit. Ces appels « n'ont pas leur place à Harvard et ceux qui menacent nos étudiants juifs devront rendre des comptes », a-t-elle affirmé. 20 Minutes/ AFP 07/12/23

Images trop compromettantes montrant que c'est Tsahal qui a massacré la plupart des 1200 israéliens morts le 7 octobre 2023

Des officiers israéliens découvrent que les images de surveillance militaire de la frontière du 7 octobre ont “disparu” par The Cradle 3 décembre 2023 - Mondialisation.ca, 05 décembre 2023

Lors d'une visite de l'état-major de l'armée israélienne, des officiers ont déclaré qu'une “main invisible” a supprimé les vidéos & audios de surveillance militaire des événements du 7 octobre.

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2023/images_subtilisées_7_octobre.pdf

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Depuis le 7 octobre dernier, l'armée israélienne mène une guerre dévastatrice dans la bande de Gaza, qui a fait jusqu'à mardi soir 16 248 morts, dont 7 112 enfants et 4 885 femmes, outre 43 616 blessés, et des destructions massives d'infrastructures entraînant une "catastrophe humanitaire" sans précédent, selon des sources officielles palestiniennes et onusiennes.

- Brandissant l'article 99 de la Charte de l'ONU... António Guterres exhorte le Conseil de sécurité à faire pression pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza french.almanar.com.lb 06.12.2023

- Borrell demande instamment que l'UE soutienne l'invocation de l'article 99 du chef de l'ONU. english.almayadeen.net 07.12.2023

- Premier ministre espagnol: "*La catastrophe humanitaire à Gaza est insupportable*" "*Compte tenu du risque d'effondrement imminent de la situation humanitaire à Gaza, le Conseil de sécurité doit agir immédiatement et appeler à un cessez-le-feu humanitaire*", déclare Pedro Sanchez. aa.com.tr 07.12.2023

- Chine : "*la priorité absolue est qu'un cessez-le-feu mette fin aux combats à Gaza*"

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a déclaré, mercredi, que "*la priorité absolue est qu'un cessez-le-feu mette fin aux combats dès que possible à Gaza*", qui subit d'intenses bombardements israéliens, depuis le 7 octobre dernier.

C'est ce qui ressort d'un entretien téléphonique entre Wang et son homologue américain, Antony Blinken, selon la Chinese Public Broadcasting Corporation (CGTN). aa.com.tr 07.12.2023

- L'Iran condamne l'«*hypocrisie flagrante*» de Washington concernant Gaza

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a qualifié d'«*hypocrisie flagrante*» les déclarations du gouvernement américain qui se dit inquiet quant à la sécurité du Moyen-Orient, compte tenu de son soutien sans faille à la guerre génocidaire menée par Israël dans la bande de Gaza assiégée.

«*L'inquiétude des États-Unis concernant la sécurité de la région, alors que Washington soutient pleinement la guerre, le crime et le génocide perpétrés par le régime sioniste contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, serait plutôt une plaisanterie amère et un signe de l'hypocrisie flagrante du gouvernement américain*», a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

Kanaani a qualifié les États-Unis de «*principal coupable*» des crimes de guerre commis par Israël à Gaza en raison de leur soutien inconditionnel au régime d'apartheid d'Israël. french.almanar.com.lb 07.12.2023

- Amir Abdullahian à son homologue qatari : Les prochains jours seront très terrifiants pour «*Israël*»

Le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir Abdullahian et son homologue qatari Mohammad bin Abdul Rahman Al Thani ont condamné mercredi soir les crimes de

guerre commis par « Israël » contre les femmes et les enfants à Gaza et en Cisjordanie.
french.almanar.com.lb 06.12.2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Le scientisme se dote de son ministère de la Vérité occulte.

Emmanuel Macron fait renaître le Conseil scientifique, en « Conseil présidentiel de la science » - Le HuffPost 7 décembre 2023

Parmi les 12 membres du Conseil présidentiel de la science : les prix Nobel de physique Alain Aspect (2022), d'économie Jean Tirole (2014), le mathématicien Hugo Duminil-Copin, médaille Fields 2022 (plus haute distinction en mathématiques), Aude Bernheim, chercheuse en microbiologie à l'Inserm, l'oncologue Fabrice André, directeur de la recherche à l'Institut Gustave-Roussy, l'écologue Sandra Lavorel, médaille d'or 2023 du CNRS, la philosophe Claudine Tiercelin, professeure au Collège de France...

Le Conseil n'aura pas de présidence. « Son format se veut efficace pour que le président ait en direct les avis et les retours des chercheurs pour certaines priorités scientifiques », a précisé l'Élysée.

Ses avis ne seront pas rendus publics. Le HuffPost 7 décembre 2023

Dénoncer le massacre commis sur les Palestiniens par la colonie anglo-saxonne-sioniste les rend fébrile.

J-C - Cet épisode révèle si nécessaire qu'on est en présence de fanatiques gagnés à l'idéologie du führer qui règne sur Israël. Voilà ce qui arrive quand on veut plaire à tout le monde.

Personnellement je me serais toujours exprimer comme bon me semblait en lui répondant d'aller se faire foutre, je peux vous garantir que des millions de travailleurs auraient repris en cœur : Allez vous faire foutre, le temps où les serviteurs courbaient l'échine devant leurs maîtres est révolu !

La réponse de Jean-Luc Mélenchon au "ferme ta gueule" lancé à son encontre par Gérard Larcher - BFMTV 6 décembre 2023

"Je veux laisser le ridicule bien inonder tout le champ de mes adversaires depuis le propos de Gérard Larcher", a affirmé ce mercredi 6 décembre en fin de journée sur X Jean-Luc Mélenchon.

L'ancien candidat insoumis à la présidentielle a réagi à l'interpellation d'Olivier Truchot, journaliste et présentateur de BFMTV, qui l'interrogeait sur son silence après les propos du président du Sénat Gérard Larcher à son encontre.

Dans la matinée, Gérard Larcher s'en est vertement pris à Jean-Luc Mélenchon après avoir dénoncé les propos de l'ancien leader insoumis concernant l'éditorialiste de LCI Ruth Elkrief, qu'il avait qualifiée de "*manipulatrice*" et de "*fanatique*".

"*C'est irresponsable*", a jugé sur RTL le président du Sénat. "*Quelqu'un qui a des millions d'abonnés sur X, et qui se comporte de cette manière, qui, en quelque sorte par sa parole, crée un brasier, qui peut enflammer, diviser, qui montre du doigt une de vos consœurs et on voit bien avec quelle allusion derrière, et bien je dois dire que c'est inacceptable*", a-t-il déclaré.

Avant d'estimer que "*Jean-Luc Mélenchon s'est mis en dehors de l'arc républicain*". "*Vous lui dites quoi ce matin?*" Tais-toi?", lui a demandé RTL. Réponse de l'intéressé: "*Oui, ferme ta gueule!*".

De son côté, l'insoumis appelle dans sa réponse à "*repandre la discussion là où elle a été interrompue: cessez-le-feu à Gaza! Halte au massacre.*"

Mélenchon sur X : Bravo cher Olivier Truchot d'innover dans l'art de l'embrouille en pointant même mon silence contre moi. Il est assez éloquent pour vous faire réagir. Je veux laisser le ridicule bien inonder tout le champ de mes adversaires depuis le propos de Gérard Larcher. Toutes les indignations des chiens de garde sont annulées par le silence de la classe médiatique devant le borborygme du brave soldat Larcher. On peut reprendre la discussion là où elle a été interrompue : cessez-le-feu à Gaza ! Halte au massacre. BFMTV 6 décembre 2023

Italie.

Italie: les personnels de santé en grève pour protester contre le budget de Meloni - aa.com.tr 07.12.2023

Les personnels de santé en Italie ont fait une grève de 24 heures pour protester contre les mesures introduites dans la loi de Finances 2024 du gouvernement Meloni et défendre le système national de santé.

Les personnels de santé ont manifesté mardi contre le projet de loi de finances 2024, préparé par le gouvernement de coalition de droite dirigé par Giorgia Meloni et soumis au Parlement pour approbation.

Un groupe de médecins et d'infirmières ont organisé une marche sur la place Santi Apostoli, dans la capitale Rome.

Les manifestants, en grand nombre, travaillant dans le secteur de la santé ont protesté contre les réductions attendues des droits à la retraite et des services de santé.

Selon les syndicats concernés, environ 85% des travailleurs de la santé ont participé à la grève.

"Il y a eu un large soutien, ce qui montre l'ampleur des atteintes à la dignité professionnelle et la volonté d'y répondre", a déclaré Filippo Agnelli, président du Syndicat national italien des chirurgiens et dentistes, dans un communiqué à propos de la grève.

Et d'ajouter: "Il ne s'agit pas seulement d'un problème économique. Le médecin veut faire son travail. Pour que cela se produise, il faut créer des conditions calmes et paisibles, sans menace constante de poursuites judiciaires et sans restrictions de dépenses."

D'autre part, le ministre des Relations parlementaires Luca Sirianni a déclaré que le gouvernement présenterait d'ici la fin de cette semaine d'autres modifications au projet de loi, y compris l'amendement relatif à la retraite des médecins.